



PRÉFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Porter à connaissance de l'Etat Commune de Botans

Direction départementale des territoires - Territoire de Belfort
Février 2012

Table des matières

Préambule.....	4
Le porter à connaissance.....	4
Le PLU.....	4
Les fondements du PLU.....	4
Les documents s'imposant au PLU.....	5
La procédure d'élaboration d'un PLU.....	6
Le contenu du PLU.....	7
Le zonage du PLU.....	9
Le Plan d'Occupation des sols en vigueur.....	10
Les principales politiques de l'Etat à intégrer dans le PLU.....	12
La limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.....	12
La mixité sociale, la diversité et la qualité de l'habitation.....	15
La diminution des obligations de déplacements.....	16
La protection des milieux naturels et de la biodiversité.....	17
La protection et la gestion de la ressource en eau.....	23
La préservation et la mise en valeur des paysages et du patrimoine.....	26
La prévention des risques, des nuisances et des pollutions.....	29
La politique énergétique.....	36
Le financement des équipements publics.....	37
Généralités.....	37
La taxe d'aménagement.....	37
Le versement pour sous-densité (VSD).....	38
Les servitudes d'utilité publique.....	39
Régime forestier.....	39
Transport et distribution de gaz.....	40
Transport et distribution d'électricité.....	40
Informations complémentaires.....	41
Ouvrages militaires.....	41
Implantation d'éoliennes.....	41
Barrages, digues.....	41
Participation aux réunions de travail sur le PLU.....	41
Les études disponibles concernant la commune.....	43
Les pièces jointes.....	44

Ce document se présente ainsi :

- les éléments réglementaires,
- les informations propres à la commune,
- les enjeux de l'Etat sur la commune.

Préambule

Le porter à connaissance

Par délibération du 17 août 2011, vous avez prescrit la révision de votre document d'urbanisme.

Conformément aux articles L121-2, R121-1 et R 123-15 du code de l'urbanisme, le préfet doit porter à la connaissance de la commune, les informations nécessaires à l'exercice de ses compétences en matière d'urbanisme

L'article R 121-1 du code de l'urbanisme précise que le porter à connaissance inclut les éléments à portée juridique tels que les directives territoriales d'aménagement, les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral, les servitudes d'utilité publique ainsi que les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national au sens de l'article L 121-9 du code de l'urbanisme.

Le porter à connaissance fournit également les études techniques dont dispose l'État en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Le porter à connaissance prend la forme d'une information permanente tout au long de la procédure.

Il s'agit d'un document public dont tout ou partie peut être annexé au dossier d'enquête publique.

Le PLU

Le plan local d'urbanisme (PLU), est un document d'urbanisme élaboré sur la totalité du territoire communal qui regroupe l'ensemble des règles d'urbanisme applicables sur la commune.

Le PLU est un outil de définition et de mise en œuvre, à l'échelle de la commune, des politiques publiques relatives à l'aménagement et le développement durables, l'environnement, l'habitat et les déplacements.

Le PLU présente, à l'appui d'un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et de l'état initial de l'environnement, le projet d'aménagement et de développement durables retenu par la municipalité.

Le PLU est un document public faisant l'objet d'une concertation avec la population et opposable aux tiers après enquête publique.

Les fondements du PLU

L'article L 110 du code de l'urbanisme définit le rôle des collectivités publiques à l'égard des territoires

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences.

Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités biologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques, et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacement, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.

Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement ».

L'article L 121-1 du code de l'urbanisme fixe les objectifs des documents d'urbanisme :

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Les documents s'imposant au PLU

Les articles L 111-1-1 et L 123-1-9 présentent les différents documents qui s'imposent au PLU.

L'article L 111-1-1 du code de l'urbanisme : *« Les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur.*

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, ils doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L. 145-1 à L.

146-9, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer, le plan d'aménagement et de développement durable de Corse, les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Ils doivent prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans. »

L'article L123-1-9 du code de l'urbanisme : "[...]Le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional ou du parc national, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat. Il doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans. Ce délai est ramené à un an pour permettre la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements prévus dans un secteur de la commune par le programme local de l'habitat et nécessitant une modification du plan.

Le plan local d'urbanisme prend en compte, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux.

Le PLU de Botans devra donc être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée (voir parties consacrées à la préservation des milieux naturels et les risques) et le programme local de l'habitat (PLH) de la communauté d'agglomération belfortaine (voir partie consacrée à la mixité sociale, la diversité et la qualité de l'habitation).

Le SCOT du Territoire de Belfort est en cours d'élaboration, lorsque ce dernier sera approuvé, le PLU de Botans devra si nécessaire, être rendu compatible.

La notion de compatibilité implique pour le PLU de ne pas empêcher l'application des documents supérieurs (SDAGE, SCOT...), de ne pas contrevenir à leurs aspects essentiels.

Le PLU de Botans devra prendre en compte le schéma régional de cohérence écologique actuellement en cours d'élaboration.

La procédure d'élaboration d'un PLU

La commune annonce tout d'abord son intention d'élaborer ou de réviser le document et indique comment elle a l'intention de mener la concertation (délibération du conseil municipal, qui fait l'objet de mesures de publicité et de certaines notifications)

Elle élabore ensuite le document, en associant notamment toutes les personnes mentionnées dans l'article L121-4 du code de l'urbanisme, de sa propre initiative ou à leur demande. C'est durant cette

phase d'études, qui n'est soumise à aucun formalisme particulier, que prennent place la concertation, l'association des personnes publiques et le débat en conseil municipal sur les grandes orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Lorsque les études sont achevées et le dossier constitué, la commune clôt la concertation et en tire le bilan, puis arrête le projet de PLU par une délibération du conseil municipal.

Commence ensuite une phase de recueil d'avis, avec d'abord la consultation des personnes publiques associées à la révision du PLU qui auront trois mois pour exprimer leur avis ; puis l'enquête publique, qui dure au moins un mois, pour recueillir les observations de toute personne intéressée.

Le commissaire enquêteur dispose ensuite d'un délai d'un mois pour rendre son rapport et ses conclusions, à la suite de quoi la commune déterminera les transformations qu'elle souhaite apporter au projet de PLU pour tenir compte des avis des personnes publiques, et des observations recueillies lors de l'enquête publique (nota : si ces transformations sont importantes ou n'émanent pas des pièces et observations issues de l'enquête publique, elles nécessitent l'arrêt d'un nouveau projet de PLU et la réalisation d'une nouvelle enquête publique).

En l'absence de SCOT approuvé, le PLU sera opposable 1 mois après sa transmission au Préfet. Ce dernier dispose d'un délai de deux mois pour exercer son contrôle de légalité.

Le contenu du PLU

Le contenu du PLU est fixé par l'article L123-1 du code de l'urbanisme. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.

Le rapport de présentation doit permettre de présenter la démarche de la commune, d'expliquer et de justifier les orientations stratégiques et les choix de développement de la collectivité. Son absence ou l'insuffisance des éléments d'information et des justifications qu'il comporte peut être sanctionnée par le juge administratif.

Conformément à l'article L123-1-2, le rapport « *explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.*

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, des transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Il justifie les objectifs compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.»

L'article L123-1-6 ajoute que le rapport de présentation « *peut comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.*»

Il est important de souligner que la révision du document d'urbanisme communal nécessite de réaliser un bilan du POS, de construire un parti d'aménagement au regard des éléments du diagnostic (sociaux-économiques, desserte, environnement ...) et non pas en fonction du POS pré-

existant ; les zones d'urbanisation future de ce dernier peuvent en effet se révéler peu pertinentes au vu des besoins et des secteurs à enjeux.

Il convient de porter une attention toute particulière à la qualité et au caractère complet du diagnostic car cet élément permet de faire émerger les enjeux de la commune et constitue la base sur laquelle l'équipe municipale va construire son projet.

Le projet d'aménagement et de développement durables (P.A.D.D.) (article L123-1-3) « définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune.

Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

Il fait l'objet d'un débat au sein du conseil municipal.

Les orientations d'aménagement et de programmation (Article L123-1-4) :

Dans le respect des orientations définies par le PADD, les orientations d'aménagement et de programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transport et les déplacements.

En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain.

Le règlement comprend un document écrit et des documents graphiques qui définissent le zonage et les règles d'occupation et d'utilisation des sols applicables à chaque terrain de la commune.

Les annexes constituent un recueil regroupant les contraintes affectant l'occupation et l'utilisation du sol autres que celles issues du plan local d'urbanisme pour une meilleure information du citoyen.

Conformément aux articles R123-13 et R123-14 du code de l'urbanisme, sont notamment annexés au PLU :

- Les zones d'aménagement concerté ;
- Les servitudes d'utilité publique ;
- Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets ;
- Les périmètres des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées ;
- Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain ;
- Les périmètres soumis à une réglementation des boisements.

Le zonage du PLU

Le projet de l'équipe municipale aboutit à la délimitation de différentes zones sur l'ensemble du territoire de la commune.

Les zones urbaines dites zones U sont des secteurs déjà urbanisés et des secteurs où les équipements ont une capacité suffisante pour desservir les constructions.

Dans de telles zones une autorisation d'occuper le sol ne saurait être refusée pour insuffisance de réseaux ; dans une telle éventualité, le demandeur pourrait se retourner contre la commune qui ne peut légalement classer en zone urbaine des terrains non desservis sans avoir l'intention de les aménager.

Les zones à urbaniser dites zones AU. L'article R123-6 du code de l'urbanisme, qui définit les zones à urbaniser, distingue deux types de zones selon leur desserte par les réseaux :

« Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du PLU. »

En conséquence, il importe que, pour chaque zone AU de votre PLU, d'une part le rapport de présentation définisse l'état des équipements en périphérie immédiate de la zone induisant la capacité de la zone à être urbanisée, et que, d'autre part lorsque ceux-ci sont suffisants, les orientations d'aménagement et le règlement prévoient les conditions de la réalisation des équipements internes à la zone, qui s'effectuera soit par une opération d'aménagement d'ensemble, soit progressivement, par tranches successives.

Par ailleurs, la localisation des zones AU ne doit pas contribuer à l'étalement urbain de la commune ni à une consommation excessive de l'espace.

De plus, la détermination de ces zones doit être motivée par l'intérêt général et non par une somme d'intérêts particuliers.

Le non respect de ces éléments peut être sanctionné par le juge administratif.

En vertu de l'article L122-2 du code de l'urbanisme « Dans les communes qui sont situées à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants au sens de recensement général de la population, [...] et qui ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale applicable, le plan local d'urbanisme ne peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1^{er} juillet 2002 ou une zone naturelle. »

La commune de Botans étant située à moins de 15 km de la périphérie de l'agglomération de

Belfort, l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones dans le projet de PLU devra obligatoirement être soumis à l'accord du syndicat mixte du SCOT qui a pouvoir de déroger aux dispositions ci-dessus.

Notons par ailleurs qu'en tant que Personnes Publiques Associées (article L123-8 du Code de l'Urbanisme), le syndicat mixte du SCOT donne un avis sur le projet de PLU arrêté.

Les zones agricoles dites zones A sont selon l'article R123-7 « [...] des secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A. »

La zone A correspond à une véritable zone d'activité économique pourvue de bâtiments (techniques et/ou de fonction) nécessaires à l'exploitation. Le règlement devra être suffisamment strict pour assurer la protection de ces zones et autoriser uniquement les constructions nécessaires à l'exploitation agricole.

Ce principe comporte 2 exceptions :

- des bâtiments agricoles en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial peuvent faire l'objet d'un changement de destination dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole et qu'il est identifié dans les pièces graphiques du règlement,
- l'article L123-1-5 permet en zone A (comme en zone N) de « (...) délimiter des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels des constructions peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. »

Les zones naturelles et forestières dites zones N regroupent les secteurs, équipés ou non, de nature très variée.

Il s'agit des secteurs :

- à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique;
- à protéger en raison de l'existence d'une exploitation forestière;
- protégés sans qu'il soit nécessaire de justifier d'une qualité esthétique particulière, parce que la commune souhaite conserver leur caractère naturel pour des raisons liées par exemple à la nécessité de conserver une proportion d'espaces naturels conformément au principe d'équilibre entre l'aménagement et la protection défini à l'article L121-1.

Le Plan d'Occupation des sols en vigueur

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Botans a été approuvé le 26 janvier 1985. Il a depuis été mis en compatibilité 3 fois, modifié 2 fois et 1 révision simplifiée a eu lieu.

- Mise en compatibilité du 27 décembre 1991 prenant en compte le projet de liaison routière

entre Belfort et la Suisse – section RN 83 / A36.

- Mise en compatibilité du 24 novembre 2003 prenant en compte le projet d'élargissement de la RN 19 à 2x2 voies et d'aménagement d'un échangeur avec l'A36. Cette mise en compatibilité s'est traduite par la suppression d'espaces boisés classés. L'échangeur avec l'A36 ne fait l'objet d'aucun emplacement réservé. L'emprise de la zone déclarée d'utilité publique est visible sur le plan général des travaux joint en annexe n° 1.
- Mise en compatibilité du 22 mai 2006 prenant en compte la mise à 2x3 voies de l'autoroute A36.

La reprise des différents éléments des mises en compatibilité devra être particulièrement étudiée au moment de l'élaboration du PLU.

Les principales politiques de l'Etat à intégrer dans le PLU

La limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Dispositions générales :

Le thème de l'économie d'espace qui était déjà intégré aux articles L110 et L121-1 du code de l'urbanisme est renforcé par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite loi Grenelle 2.

Le rapport de présentation doit présenter une analyse de la consommation d'espace sur la commune et justifier les objectifs de modération de consommation d'espace au regard des dynamiques économiques et démographiques. Un bilan de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers depuis l'adoption du document d'urbanisme actuellement opposable jusqu'à nos jours est indispensable.

Le PADD doit définir des orientations générales en matière de préservation ou de restauration des continuités écologiques et fixer des objectifs de modération de consommation d'espace.

Bien que les espaces naturels occupent encore la majorité du territoire communal, la tâche urbaine de Botans a triplé en 40 ans. Ce développement s'est fait majoritairement sous forme d'activités avec une surface dédiée passant de 1,8 ha à 12,6 ha. Toutefois, la commune a connu également une croissance de son secteur habitat. Ce phénomène qui concerne principalement la partie nord-est contigüe à la commune d'Andelnans, est essentiellement du à l'attractivité du secteur d'activités sud de l'agglomération belfortaine située en bordure de la RD 19.

Ainsi, afin de limiter la consommation d'espace la commune devra éviter l'étalement urbain, mener un travail sur les espaces non urbanisés à préserver, les potentialités de construction à l'intérieur du tissu bâti. Elle veillera également à ne pas empêcher par un règlement trop contraignant, l'émergence de formes urbaines économes en foncier.

Dispositions relatives à l'agriculture :

La préservation du foncier agricole est une urgence et un enjeu fort pour le maintien d'une agriculture durable. Le foncier agricole en périphérie des villes notamment est indispensable au développement des circuits courts. C'est également un élément essentiel au maintien des continuités écologiques et à la préservation de la biodiversité.

La loi n° 99-574 du 9 juillet 1999, dite loi d'orientation agricole, fixe les orientations au niveau national en matière de maintien et de pérennisation de l'agriculture, en liaison avec le souci environnemental et social.

Conformément à l'article L121-1 du code de l'urbanisme, le PLU « *détermine les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable l'équilibre entre :*

- a) *Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- b) *L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ; »

Données agricoles disponibles (correspondant aux déclarations des exploitants du département du Territoire de Belfort de 2011, les données concernant les exploitants d'un autre département ne sont pas disponibles) :

Trois exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune de Botans exploitent des terres sur le ban communal pour une surface de 86 hectares. Ce qui représente environ 22 % des surfaces de la surface de ces exploitations.

Les surfaces exploitées sur Botans se répartissent entre prairies (74%) et cultures (26%).

Vous trouverez en annexe 2 un récapitulatif de ces données.

La direction départementale des Territoires (DDT) du Territoire de Belfort a réalisé un atlas de la valeur des espaces agricoles, à l'échelle des parcelles. Afin de se doter de cet outil, les services départementaux de l'Etat ont travaillé en partenariat avec l'Université de Franche-Comté, et en concertation avec les représentants des collectivités locales (Conseil Général, Communauté d'Agglomération Belfortaine) et de la profession agricole.

L'un des premiers objectifs de l'Atlas de la valeur des espaces agricoles est de faire apparaître ces espaces sur les cartes du département, afin de mettre en évidence leur importance dans l'équilibre du territoire. Les espaces agricoles considérés dans cette étude proviennent de diverses sources de données.

Des renseignements complémentaires sur cet atlas sont disponibles sur le site internet de la DDT 90.

L'Atlas de la valeur des espaces agricoles fait apparaître les constats suivants :

- sur la carte de synthèse, l'ensemble des terres entourant le village ont une valeur très élevée.
- les cartes de valeurs intermédiaires montrent que la valeur élevée de cette zone s'explique par la très bonne qualité agronomique des sols. La zone se situant le long de la Savoureuse se doublant d'une bonne valeur environnementale (zone humide et inondable, continuum pour les espèces des milieux aquatiques).
- enfin, on remarque également un bon score en terme de configuration spatiale des parcelles pour les terres situées à l'Ouest de la commune (grandes parcelles, collées au siège d'exploitation, et donc primordiales dans la conduite de cet élevage).

Voir cartes en annexe 3.

Un travail d'analyse de l'activité agricole de la commune et d'identification des exploitations s'impose donc.

Le constat de la situation actuelle doit être dressé et les perspectives d'évolution appréhendées.

Le constat doit permettre :

- l'identification des enjeux territoriaux de protection des espaces naturels et du développement agricole en caractérisant la dynamique agricole du secteur,
- l'identification des sièges d'exploitation, leur contraintes et leurs perspectives de développement.

L'identification de ces sièges doit être reprise et faire l'objet d'une cartographie au sein du rapport de présentation.

Une réflexion approfondie avec les agriculteurs exploitant des terres sur la commune (en lien avec la Chambre d'Agriculture), doit être engagée pour concilier dans le PLU les nouveaux besoins de la commune et la pérennité des exploitations agricoles.

La commission départementale de consommation des espaces agricoles :

Conformément à l'article L123-6, l'élaboration d'un PLU d'une commune non couverte par un SCOT

approuvé et qui a pour conséquence une réduction des surfaces des zones agricoles est soumise pour avis à la commission départementale de consommation des espaces agricoles créée par la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010. Cette commission donne son avis sur le projet arrêté après sa saisine par le maire.

De plus, les plans locaux d'urbanisme prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être approuvés qu'après avis de la Chambre d'Agriculture et le cas échéant de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et du centre régional de la propriété forestière (R123-17 du code de l'urbanisme).

Ainsi, si le PLU de Botans conduit à une réduction des surfaces des zones agricoles, ce dernier sera soumis à la commission départementale de consommation des espaces agricoles et à l'avis de la Chambre d'agriculture.

La commune de Botans est située dans les aires d'appellation d'origine contrôlée du Gruyère et du Munster, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité devra donc donner son avis sur le PLU arrêté.

Réglementation des boisements (L126-1 du Code Rural)

La réglementation des boisements est un mode d'aménagement foncier (articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-10-1 du code rural).

Cette procédure vise à favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt et les espaces naturels. Elle permet de lutter contre les boisements anarchiques venant en concurrence avec l'agriculture, gênants pour les habitations et portant atteinte à la qualité de la ressource en eau, à la qualité des milieux naturels et des paysages.

Il s'agit de définir des règles de plantation, de replantation ou de semis d'essences forestières sur le territoire d'une commune en dehors des parcelles bâties. Trois types de périmètres de réglementation sont délimités : un périmètre à boisement interdit, un périmètre à boisement réglementé et un périmètre à boisement libre

La commune de Botans est dotée d'une réglementation des boisements instituée par arrêté préfectoral du 29 juillet 1982. Conformément à l'article R126-6 du code rural alors en vigueur : "*les interdictions de plantations et de semis cessent de produire effet au terme de dix années ()*". Le zonage de la réglementation des boisements ne comporte donc aujourd'hui plus qu'une zone réglementée et une zone libre.

En application de l'article R123-13 (7°) du code de l'urbanisme les périmètres correspondants doivent figurer dans les annexes du PLU.

Le travail sur le PLU peut être l'occasion de s'interroger sur l'opportunité d'actualiser cette réglementation sur la commune. La réglementation des boisements est une compétence du conseil général.

Dispositions relatives à la forêt :

En l'absence de forêts privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant disposant d'un plan simple de gestion, un travail d'analyse de l'activité sylvicole et des espaces forestiers présents sur la commune doit être mené. Les perspectives d'évolution doivent être appréhendées.

La mixité sociale, la diversité et la qualité de l'habitation

Le PLU « détermine les conditions permettant d'assurer (...) la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat (...) ». (L 121-1 du code de l'urbanisme).

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au renouvellement urbains (SRU) affirme, notamment dans l'article L 301-1 du Code de la construction et de l'habitation, la nécessité d'assurer une offre d'habitat diversifiée et de qualité.

« La politique d'aide au logement a pour objet de favoriser la satisfaction des besoins en logements, de promouvoir la décence du logement, la qualité de l'habitat, l'habitat durable et l'accessibilité aux personnes handicapées, d'améliorer l'habitat existant et de prendre en charge une partie des dépenses de logement en tenant compte de la situation des familles et des ressources des occupants. Elle doit tendre à favoriser une offre de logement qui, par son importance, son insertion urbaine, sa diversité de statut d'occupation et de répartition spatiale, soit de nature à assurer la liberté de choix pour toute personne de son mode d'habitation. »

La loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement national pour le logement (ENL) constitue le volet principal du Pacte national pour le logement.

Elle comporte un ensemble de mesures juridiques, fiscales et financières destinées à augmenter l'offre de logements, favoriser l'accession sociale à la propriété et améliorer la qualité de l'habitat des foyers les plus modestes.

Elle comprend en particulier un important dispositif en direction des collectivités territoriales afin de les inciter, directement ou indirectement, à développer leur politique de construction de logements.

En vertu de l'article L123-1-9, le PLU doit être compatible avec le **programme local de l'habitat (PLH)**.

Un PLH a été approuvé par le conseil communautaire de l'Agglomération Belfortaine le 13 décembre 2007 et modifié le 16 décembre 2010. Il définit un programme d'actions pour 2008-2013.

Ce document propose 5 orientations déclinées en plusieurs actions dont certaines concernent plus particulièrement la commune de Botans en tant que commune du secteur Sud :

- Action 2 = aider à la réalisation de logements sociaux ;
- Action 3 = construire de grands logements dans le parc public ;
- Action 5 = améliorer l'accueil des publics spécifiques ;
- Action 6 = accompagner les populations en difficultés sociales et financières ;
- Action 8 = mettre en place des outils de production foncière ;
- Action 9 = promouvoir la qualité urbaine et environnementale ;
- Action 10 = valoriser le parc ancien ;
- Action 11 = favoriser l'accessibilité des logements.

Le PLH 2008-2013 prévoit un besoin en logements, pour le total des, des 12 communes de la seconde couronne sud de la CAB, de 66 logements par an. L'objectif de construction qui sera défini par la commune de Botans devra être cohérent avec cet objectif du PLH.

Rappelons qu'un logement « social » est :

- loué pour un prix modéré à des personnes ayant des revenus modestes ou moyens qui ne peuvent supporter des coûts trop importants pour se loger ; à noter les aides à la personne (AL et APL) qui viennent atténuer le poids des loyers ;
- financé par des subventions (État, Région, Département, EPCI, communes), des prêts privilégiés (caisse des Dépôts et consignations, banques, collecteurs 1% logement) et des avantages fiscaux dans le cadre d'une convention avec l'État ;
- construit en accord et en collaboration avec la commune, par un bailleur social (Office HLM, SA HLM, SEM, OPAC ...) qui en plus de son expérience peut apporter des fonds propres pour compléter le financement.

Pour mémoire, il convient de signaler que 2/3 des ménages français sont en dessous des plafonds de ressources et peuvent donc prétendre à un logement social.

La révision du PLU sera l'occasion de détailler les besoins spécifiques de la population en matière de logement. La commune doit veiller à proposer une offre de logements variée et de qualité.

Le rapport de présentation et le projet d'aménagement et de développement durables doivent traduire la volonté de diversité dans l'habitat ; chacun de ces documents doit comporter un volet logement ne portant pas seulement sur les aspects quantitatifs mais également qualitatifs (typologie, ...) pour répondre aux objectifs de mixité sociale de l'habitat et favoriser un parcours résidentiel sur la commune.

Ce diagnostic des besoins en logement devra s'appuyer notamment sur le PLH et les travaux en cours dans le cadre de l'élaboration du SCOT.

Comme rappelé précédemment le PLU devra être compatible avec le PLH et le SCOT.

La commune a la possibilité dans les zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) d'instituer des servitudes consistant à réserver des emplacements en vue de la réalisation dans le respect de mixité sociale, de programme de logements, qu'il définit (L123-2b et R123-12 du code de l'urbanisme).

Par ailleurs, le conseil municipal devra procéder à une analyse des résultats de l'application du PLU, notamment au regard de la façon dont ont été satisfaits les besoins en logements « trois ans au plus après la délibération portant approbation du PLU ou la dernière délibération portant révision de ce plan. Un débat est organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan » (L123-12-1 du code de l'urbanisme).

La diminution des obligations de déplacements

Plusieurs lois (LOTI, LOADT, LAURE, « Voynet », SRU et Grenelle 1) ont renforcé la mise en cohérence des politiques d'urbanisme et de transports/ déplacements aux différentes échelles du territoire.

La loi Grenelle 2 va plus loin en visant la "*diminution des obligations de déplacements et le développement des transports collectifs*" (art L121-1 du code de l'urbanisme) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, le PLU prévoira la densification des secteurs desservis par les transports en commun ou proches des équipements collectifs. Cela répond au double objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre la consommation de l'espace.

De même, le PLU doit être compatible avec le **plan de déplacement urbain (PDU)**.

Pour le Territoire de Belfort, le syndicat mixte des transports en commun (SMTC) a fait le choix de passer du « plan » au « contrat » et d'échanger le concept de « déplacements » contre celui de « mobilité durable », ce qui élargit le sujet aux usagers et aux territoires.

Cette démarche, qui ne s'inscrit pas dans une démarche réglementaire, est donc plus contractuelle et élargie au concept de mobilité durable.

Ses objectifs, proches de ceux d'un PDU, sont essentiellement :

- remettre en cause l'étalement urbain, le morcellement de l'espace naturel et l'allongement continu des trajets ;
- diminuer la circulation automobile pour assurer un équilibre durable entre besoin de mobilité et facilité d'accès d'une part, protection de l'environnement et de la santé, d'autre part.

Le PLU doit également assurer la sécurité des déplacements.

A Botans, près de 90 % des actifs travaillent hors de la commune et doivent par conséquent se déplacer.

La commune est desservi par le service Optymo à la demande et bénéficie également de services de transport scolaire et de transport des personnes à mobilité réduite,

Une liaison cyclable traverse la commune de Botans : il s'agit de la coulée verte qui longe le canal de la Haute-Saône. A la limite sud de la commune une jonction à la liaison cyclable "francovélosuisse", située sur la commune voisine de Sevenans, existe.

De grands axes traversent la commune sans toutefois la desservir (RN1019, A36).

Le PLU est un outil de planification qui permet de déterminer les conditions permettant d'assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales en tenant compte en particulier :

- d'une répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ;
- de la diminution des obligations de déplacements et du développement des transports collectifs.

La commune veillera à limiter les obligations de déplacements en stoppant l'étalement urbain et en privilégiant le développement des secteurs proches du réseau de transport en commun et/ou des équipements de la commune. Elle étudiera les possibilités de liaisons "douces" entre ses différents quartiers et pôles d'équipements.

Pour permettre à la municipalité de prendre véritablement en compte la politique des transports et déplacements dans son PADD, cette dernière devra se baser sur un diagnostic complet du fonctionnement des déplacements au sein de la commune (structuration urbaine, accessibilité des services et équipements, modes de déplacement utilisés ...) et analyser l'intégration de la commune dans le tissu environnant (liaisons avec les différents bassins de vie, adéquation entre le développement urbain et le système de déplacements actuel, ...). Les éléments de ce diagnostic seront repris dans le rapport de présentation.

La protection des milieux naturels et de la biodiversité

La préservation de la biodiversité est un des objectifs de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite "Grenelle II". Il s'agit d'assurer un bon fonctionnement des écosystèmes en protégeant les espèces et les habitats.

La protection de la nature est principalement mise en œuvre au travers d'inventaires du patrimoine naturel, mais comporte également des outils réglementaires spécifiques de protection et de gestion de ces espaces.

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) :

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a défini les principes d'une nouvelle politique de l'eau en affirmant que l'eau est un patrimoine commun dont la gestion équilibrée est d'intérêt général. La loi a mis en place des outils de planification décentralisée pour faciliter la mise en œuvre de cette politique :

- les SDAGE, Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux, élaborés pour chacun des grands bassins hydrographiques français par les comités de bassin.
- les SAGE, élaborés à une échelle plus locale (bassin versant d'une rivière, système aquifère, etc...), lorsque cela est nécessaire, par une Commission Locale de l'Eau.

Botans est concerné par le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 et le programme de mesures associé qui ont été approuvés le 20 novembre 2009 par le comité de bassin et publiés au journal officiel le 17 décembre 2009.

La directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 fixe un objectif ambitieux aux Etats membres de l'Union : atteindre le bon état des eaux en 2015.

Cet objectif est visé par le SDAGE 2010-2015 du bassin Rhône - Méditerranée qui donne pour une période de 6 ans les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin. Il fixe des objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici à 2015.

Le SDAGE est disponible auprès de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et sur le site :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/dce/sdage2009.php>.

Conformément aux articles L111-1-1 et L123-1-9 du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec le SDAGE.

Vous trouverez ci-dessous les orientations fondamentales (OF) du SDAGE et leurs liens avec les documents d'urbanisme. Les dispositions détaillées peuvent être consultées sur le site internet précité.

OF n°1 : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.

- *Insérer le principe de prévention de façon systématique dans la conception des projets et outils de planification locale.*

OF n°2 : concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques.

- *Elaborer chaque projet en visant la meilleure option environnementale compatible avec les exigences du développement durable,*
- *Tenir compte de la disponibilité de la ressource et de son évolution qualitative et quantitative lors de l'évaluation de la compatibilité des projets avec le SDAGE.*

OF n°3 : intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en oeuvre des objectifs environnementaux.

OF n°4 : renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.

- *Intégrer les différents enjeux de l'eau dans les projets d'aménagement du territoire.*

Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales) doivent permettre de maîtriser :

- la satisfaction des différents usages de l'eau avec une priorité à l'eau potable (...)
- les rejets ponctuels ou diffus et leurs impacts sur la qualité du milieu récepteur, ...
- le risque inondation et la gestion des eaux pluviales (tant vis-à-vis de son impact du point de vue du risque inondation que du risque de pollution) ;
- l'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones humides.

OF n°5 : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé.

- *Mettre en place ou réviser périodiquement des schémas directeurs d'assainissement permettant de planifier les équipements nécessaires et de réduire la pollution par les eaux pluviales*

Le SDAGE préconise notamment que les schémas directeurs existants soient révisés et mis à jour à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des plans locaux d'urbanisme (PLU) ou en cas de non cohérence avec les hypothèses du PLU existant.

OF n°6 : préserver et re-développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques.

- *Préserver et/ou restaurer l'espace de bon fonctionnement des milieux aquatiques*

Le SDAGE préconise que les documents d'urbanisme intègrent les espaces de bon fonctionnement des milieux présents sur leurs territoires dans leur plan d'aménagement et de développement durable, et établissent des règles d'occupation du sol pour les préserver durablement et/ou les reconquérir progressivement.

- *Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides*

Préserver les zones humides en les prenant en compte à l'amont des projets : les documents d'urbanisme définissent des affectations des sols qui respectent l'objectif de non dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires.

OF n°7 : atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.

- *Promouvoir une véritable adéquation entre l'aménagement du territoire et la gestion des ressources en eau*

Les projets de PLU s'appuient :

- sur une analyse de l'adéquation entre les aménagements envisagés, les équipements existants et la prévision de besoins futurs en matière de ressource en eau.
- une analyse des impacts sur l'eau et les milieux aquatiques dans le respect de l'objectif de non dégradation des masses d'eau et des milieux naturels concernés.

OF n°8 : gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

- *Préserver les zones d'expansion des crues voire en recréer*

- *Limiter les ruissellements à la source*

En milieu urbain comme en milieu rural, toutes les mesures doivent être prises, notamment par les collectivités locales par le biais des documents et décisions d'urbanisme, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval.

- *Favoriser le transit des crues en redonnant aux cours d'eau leur espace de mobilité, et fiabiliser la gestion de l'équilibre sédimentaire ainsi que de la ripisylve*
- *Éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant l'urbanisation en dehors des zones à risque*

Le rapport de présentation devra reprendre les objectifs assignés aux masses d'eau traversant la commune et leur état actuel. Il devra démontrer que l'application du PLU ne compromet pas l'atteinte des objectifs de bon état des eaux et permet d'assurer la non dégradation de l'état des eaux en étant compatible avec les orientations fondamentales du SDAGE.

Plus particulièrement sur les zones humides : ces dernières ont une valeur patrimoniale (au titre de la biodiversité, des paysages et des milieux naturels) et hydrologique (au titre de la régulation des débits, la diminution de la pollution des eaux) qui impose d'arrêter leur régression, voire de les réhabiliter.

Les notions de régulation hydrique et d'épuration de l'eau jouent un rôle important en Franche-Comté fragilisée sur ces aspects du fait de la nature karstique d'une bonne partie de son sous-sol.

L'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides ; une zone est ainsi considérée comme humide en fonction de critères relatifs aux sols ou à la végétation présente.

Aucune zone humide n'a été recensée par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Franche-Comté. (voir annexe n° 4)

Toutefois, ce recensement n'est pas suffisamment exhaustif et précis pour valider l'absence de milieux humides sur le territoire de la commune.

Ce recensement de la DREAL a été effectué à l'échelle du 1/25 000ème sur les zones d'une superficie supérieure à 1ha. Des investigations à une échelle plus fine (1/2000ème) est donc nécessaire pour la délimitation exacte et le repérage des zones de dimension inférieure à 1 ha aux abords des secteurs urbanisés ou urbanisables de la commune.. En particulier, le caractère non humide des zones urbaines et à urbaniser doit être vérifié dans le cadre de l'élaboration du PLU.

Comme cela a été souligné précédemment, **le SDAGE** met notamment l'accent sur la nécessité de protéger les zones humides :

- dans son orientation 6 : « **les documents d'urbanisme définissent des affectations des sols qui respectent l'objectif de non dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires.** »)
- et son orientation 4 portant sur la gestion locale et l'aménagement du territoire : « **les documents d'urbanisme doivent permettre de maîtriser (...) l'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones humides.** »)

Le classement d'une zone humide en secteur urbanisable est incompatible avec le SDAGE.

Par ailleurs, pour rappel, les projets impactant les milieux aquatiques sont soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article R214-1 du Code de l'environnement.

Le préfet peut s'opposer aux travaux soumis à déclaration qui ne présentent pas de mesures compensatoires suffisantes ou qui porteraient des atteintes graves et irréversibles au milieu naturel.

Selon les préconisations du SDAGE ces mesures compensatoires doivent prévoir sur un même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200 % de la surface perdue.

En pratique, la difficulté de mise en œuvre de telles mesures compensatoires, qui implique des moyens financiers importants et une bonne maîtrise foncière, conduira généralement à l'opposition au projet.

Dans le cas des dossiers d'autorisation loi sur l'eau (travaux en zone humide à partir d'1 ha), les dossiers sont présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Ce dernier pourra émettre un avis défavorable au projet s'il estime que les mesures compensatoires ne sont pas en conformité avec le SDAGE.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) :

"[...]Le plan local d'urbanisme prend en compte, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique[...]" (L123-1-9 code de l'urbanisme)

Ces schémas visent :

- à définir des corridors écologiques permettant la liaison entre les espaces importants pour la préservation de la biodiversité ;
- à permettre la migration d'espèces sauvages et contribuer à faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces indigènes de la faune et de la flore sauvage
- à développer le potentiel écologique des cours d'eau et masses d'eau et de leurs abords.

L'élaboration de ces schémas régionaux de cohérence écologique est prévue d'ici 2012. Les analyses réalisées dans ce cadre devront être prises en compte au fur et à mesure de leur disponibilité. **Toutefois, le PLU identifiera d'ores et déjà les corridors écologiques** traversant le territoire de la commune, lors du diagnostic écologique.

Sur son flanc ouest et au nord, la commune est concernée par une continuité biologique forestière d'intérêt régional qui fait le lien entre la forêt de Chatenois-les-Forges et le massif boisé du hameau de Froideval, dont le PLU devra s'attacher à préserver voire à améliorer la fonctionnalité.

Plus généralement, la question des continuités écologiques devra faire l'objet d'une analyse particulière pour répondre aux objectifs de l'article L121-1 du code de l'urbanisme qui demande que les *"plans locaux d'urbanisme [...] déterminent les conditions permettant d'assurer [...] la préservation et la remise en état des continuités écologiques[...]"*.

Le rapport de présentation devra contenir ces éléments de diagnostic ainsi que les mesures prévues par la municipalité pour protéger les milieux naturels et la biodiversité sur le territoire communal.

L'étude en cours dans le cadre de l'élaboration du schéma cohérence territoriale (SCOT) du Territoire de Belfort et celles disponibles auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Franche-Comté peuvent permettre d'alimenter la réflexion. Un guide méthodologique sur la trame verte et bleue et documents d'urbanisme devrait également être prochainement disponible.

Le réseau Natura 2000 et l'évaluation environnementale :

Pour protéger la biodiversité, l'Union européenne a développé un réseau européen d'espaces naturels, appelé "Réseau Natura 2000". Les sites Natura 2000 sont désignés par chaque pays membre de l'UE. Ils sont sélectionnés pour la rareté ou la fragilité de leurs habitats ou de leurs espèces. Les habitats et les espèces à protéger sont référencés par la directive européenne "Habitats, faune, flore" (1992) et la directive "Oiseaux" (1979).

Dans les zones de ce réseau, les Etats membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable, les types d'habitats et d'espèces concernés.

Le document d'urbanisme de la commune doit respecter les principes énoncés à l'article L121-1 qui prévoient expressément la protection des espaces naturels et la préservation des écosystèmes.

Le territoire de la commune n'est pas directement concerné par un site Natura 2000 mais il peut présenter des effets sur un site à proximité (voir annexe n° 5).

Le projet de PLU peut comporter des dispositions de nature à présenter directement ou indirectement des incidences sur ce site.

En raison des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme (article L121-10 du code de l'urbanisme et L414-4 du code de l'environnement), le PLU pourrait ainsi être soumis à évaluation environnementale du fait d'incidences liées à l'exploitation ou la gestion de l'espace naturel. Le cas échéant la non-incidence sur le site concerné devra être démontrée de manière explicite dans le rapport de présentation.

Vous trouverez en annexe 4 une carte régionale des sites Natura 2000.

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) :

Issues de l'article 23 de la loi n°93-24 du 8 janvier 1993 dite loi « Paysage » qui dispose que l'Etat peut décider de l'élaboration d'inventaires locaux et régionaux du patrimoine faunistique et floristique, les ZNIEFF constituent des inventaires, aussi exhaustifs que possible, des espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces végétales ou animales ou menacées.

On distingue deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type 1 recensent des secteurs de superficie souvent limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable (milieux rares ou très représentatifs, espèces protégées), tandis que les ZNIEFF de type 2 définissent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

La ZNIEFF est avant tout un outil de connaissance. Il n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe. Cependant, il est largement destiné à éclairer les décisions publiques ou privées et, malgré son absence de valeur réglementaire, la ZNIEFF peut constituer dans certains cas, un indice pour le juge administratif lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des dispositions législatives et réglementaires protectrices des espaces naturels.

Le rapport de présentation dans sa partie consacrée à l'état initial de l'environnement doit mentionner et cartographier les ZNIEFF présentes sur la commune. Le PADD s'attachera à préserver ces zones.

La commune de Botans n'est concernée par aucune ZNIEFF.

Au-delà de ces différentes informations et inventaires, la commune peut comporter des éléments écologiques à préserver, d'où la nécessité de réaliser un diagnostic écologique complet.

Proposition d'une méthode pour définir les atouts environnementaux de la commune :

Afin de faciliter la prise en compte du développement durable dans le PLU, il est conseillé d'utiliser la classification suivante pour rédiger le rapport de présentation :

1. l'environnement physique

la géologie (ou le sous-sol), le relief, le climat et l'hydrologie

2. l'environnement biologique

la végétation et la faune, la notion de corridors biologiques, les milieux, les habitats.

3. les ressources naturelles et leur gestion

les richesses du sous-sol (substances exploitables, eaux souterraines, ...), les richesses liées au sol (agriculture, sylviculture, ...), les eaux superficielles, leurs fonctions et les richesses qui leur sont liées (eau potable, pêche, pisciculture, irrigation ...), les sources d'énergies renouvelables (potentiel solaire, éolien et hydraulique, biomasse, ...)

4. les paysages

Paysages remarquables de niveau régional ou local, perspectives, silhouettes urbaines et villageoises, qualité des entrées de ville...

5. les pollutions et les nuisances

les activités à l'origine des pollutions, la nature et l'importance des émissions polluantes, les incidences de ces pollutions, sur un plan général (incidences signalées par la bibliographie) et au plan local (incidences dûment constatées)

6. les risques

les risques naturels et les risques technologiques

7. la vie quotidienne et l'environnement

la santé : facteurs environnementaux favorables et défavorables, air, bruit, pollutions, l'accès à la nature et le tourisme lié aux espaces naturels

les déplacements : mode de déplacement doux dans un souci de moindre impact environnemental, de santé publique et d'économie.

La réalisation d'un diagnostic écologique et d'une synthèse au moyen d'une carte de hiérarchisation des valeurs écologiques sont indispensables, en particulier aux abords des zones urbanisées pour orienter les choix de développement urbain de la commune.

Ces éléments permettent d'estimer l'intérêt écologique des milieux et d'éclairer la commune sur les choix qu'elle peut faire en matière de développement durable.

Le rapport présentera les informations élémentaires (groupements végétaux, espèces rares) qui permettent d'aboutir à la synthèse présentant les valeurs écologiques.

La méthode d'appréciation des valeurs écologiques repose sur les critères suivants :

- diversité des espèces et des habitats
- diversité écologique qui intègre les structures verticales (nombre de strates) et horizontales (complexité de la mosaïque)
- identification des continuités écologiques (trames verte et bleue)
- rareté des espèces
- rôle écologique exercé sur le milieu physique (maintien des sols, régulation hydrique ...) et sur le fonctionnement de l'écosystème
- originalité du milieu dans son contexte régional et local
- degré d'artificialisation
- sensibilité écologique (fragilité par rapport à des facteurs extérieurs, action de l'homme par exemple).

Dans le même temps une recherche des espèces végétales protégées au titre de l'article L 411-1 du code de l'environnement sera conduite.

La carte de hiérarchisation des valeurs écologiques sera de préférence produite sur un fond orthophotoplan ; elle sera produite à une échelle plus précise que le 1/25 000ème aux abords des zones urbanisées de la commune (de préférence le 1/5000ème) ; elle intégrera les éventuelles zones humides.

La protection et la gestion de la ressource en eau

La loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 :

Cette loi reconnaît l'eau comme patrimoine commun de la Nation, « *sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.* ». Elle institue un principe de gestion équilibrée de la ressource visant à assurer la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la restauration et la régénération de la ressource, les usages économiques de l'eau et la protection contre les inondations.

La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 :

Cette loi sur l'eau et les milieux aquatiques dote la France des outils qui lui permettront de répondre aux exigences européennes et ainsi d'atteindre en 2015 le bon état des eaux et des milieux aquatiques. Elle instaure pour chaque personne physique un droit d'accès à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables et apporte une plus grande transparence au fonctionnement de service public de l'eau et de l'assainissement. Ce texte crée également le cadre prenant en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) :

Le SDAGE Rhône-Méditerranée a été approuvé par arrêté du préfet de région Rhône-Alpes, le 20 novembre 2009. Ce document a été élaboré en application de la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 visant l'atteinte du bon état des eaux en 2015.

Les dispositions de ce schéma ont été détaillées plus haut.

L'assainissement :

Zonage d'assainissement

En application de la loi sur l'eau et notamment son article 35 portant modification du Code général des collectivités territoriales :

« les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectifs notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent et les dépenses du contrôle des systèmes d'assainissement non collectif ».

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

La commune de Botans dépend de la Communauté d'Agglomération Belfortaine (CAB) pour son assainissement. L'ensemble de la commune est classé en assainissement collectif, hormis deux immeubles se trouvant à l'écart du village.

Le SDAGE préconise, dans son orientation 5, que :

- les schémas directeurs [d'assainissement] existants soient révisés et mis à jour à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des plans locaux d'urbanisme ou en cas de non cohérence avec les hypothèses du PLU existant,
- les zonages prévus au titre L2224-10 du code des collectivités territoriales soient élaborés ou mis à jour afin d'intégrer les dispositions des schémas directeurs.

Conformément à l'orientation fondamentale n°5 du SDAGE Rhône-Méditerranée et aux dispositions de la circulaire interministérielle du 22 mai 1997, il convient de s'assurer de la cohérence entre les zones d'assainissement collectif ou non collectif et les zones constructibles délimitées par le PLU.

Le zonage d'assainissement devra être complété parallèlement à l'élaboration du dossier de PLU en cohérence avec celui-ci.

L'article L123-1-5 (11°) du Code de l'urbanisme précise que les plans locaux d'urbanisme « peuvent

délimiter les zones visées à l'article L 2224-10 du Code général des collectivités territoriales concernant l'assainissement et les eaux pluviales ».

L'article R123-9 permet au règlement du PLU de définir « la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ».

Aussi même si le zonage d'assainissement n'est pas expressément visé comme devant faire partie des annexes du PLU (article R123-13 du Code de l'urbanisme), pour les motifs exposés ci-dessus et dans un souci de lisibilité vis à vis du public, il importe que le zonage d'assainissement soit joint au dossier de PLU.

Station de traitement des Eaux Usées (STEU)

Les eaux usées de la commune de Botans sont traitées par la station d'épuration de Sévenans. L'agglomération constituée de 4 communes (Andelnans, Botans, Moval et Sevenans) est depuis plusieurs années déclarée non conforme. Malgré les travaux engagés par le maître d'ouvrage (Communauté de l'Agglomération Belfortaine), il subsiste un doute raisonnable sur l'efficacité de traitement du système d'épuration qui doit être pris en compte lors de l'ouverture de nouvelles zones urbanisables avant la mise en service de la nouvelle station prévue à Trévenans à l'horizon 2014.

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs ne pourra pas intervenir si la collecte et le traitement des eaux usées qui en sont issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur ou si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et des actions nécessaires à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement situés à l'aval de ces secteurs.

L'alimentation en eau potable :

Toutes les zones urbanisées et urbanisables devront être desservies par le réseau public d'adduction d'eau.

Pour assurer cet objectif il importe que le PLU présente les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation.

A partir de cet état des lieux est démontré l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation envisagée par le PLU et les moyens mobilisables.

Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le PLU recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable .

Pour les constructions d'habitation, en l'absence du réseau public notamment en zone agricole, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de la mairie, conformément au décret du 2 juillet 2008.

L'alimentation en eau potable de la commune de Botans est gérée par la Communauté d'Agglomération Belfortaine.

La protection des captages :

La commune ne supporte plus de captage d'alimentation en eau potable utilisé.

Le puits de Botans a été fermé en 1999 et la CAB a demandé l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 25 avril 1977 déclarant d'utilité publique les périmètres de protection correspondant.

Le captage sur la commune de Dorans a également été abandonné, l'arrêté préfectoral du 6 février 1974 concernant le périmètre de protection éloigné incluant une partie du territoire de Botans, doit également être abrogé.

La préservation et la mise en valeur des paysage et du patrimoine

Les entrées de ville

La commune de Botans est traversée par l'autoroute A 36 et la RN1019, classées voies à grande circulation au vu du décret n°2010-578 du 31 mai 2010. Par conséquent, la commune rentre dans le cadre de l'application de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme.

Cet article dont l'objectif est de garantir une qualité architecturale et environnementale des entrées de ville indique :

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. (...) »

Elle ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. (...) »

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. (...) »

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation. »

En conséquence, si votre projet de PLU devait conduire à étendre les secteurs constructibles en dehors du périmètre actuellement urbanisé le long des voies, il devrait **apporter les éléments justifiant et motivant, au regard des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages, de nouvelles règles d'urbanisme permettant cette urbanisation.**

L'extrait de plan joint en annexe 6 représente le secteur concerné de Botans.

Ceci devra trouver sa traduction dans les différentes pièces constitutives du PLU :

- le rapport de présentation devra à partir d'une analyse de la situation existante de ces secteurs et de leurs perspectives d'évolution, exposer les options retenues et les dispositions d'urbanisme qui permettront de maîtriser le développement futur de ces secteurs, et justifier

- de la pertinence des moyens retenus dans le document pour mettre en œuvre ces objectifs,
- le PADD définira les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune,
- le règlement devra permettre de définir avec précision les règles applicables traduisant les options retenues, la plupart des articles étant concernés pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L111-1-4.

(Source : circulaire n°96-32 du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'équipement et des transports).

Le paysage et le patrimoine bâti :

Dans son article 3, la loi de « protection et mise en valeur des paysages » du 8 janvier 1993 précise en particulier que le PLU doit prendre en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution.

Le futur document d'urbanisme devra déterminer les conditions permettant d'assurer *"la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables"* (art L121-1 du code de l'urbanisme).

Le PLU peut en outre *"identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection"* (article L123-1-5-7° du code de l'urbanisme).

L'utilisation de l'article L123-1-5-7° du code de l'urbanisme permet de sauvegarder d'une façon souple et adaptée les éléments du petit patrimoine et du paysage que la commune tient à conserver (lavoir, puits, pigeonnier, arbres isolés, talus plantés,)

Le fait de désigner aux documents graphiques du PLU ces éléments de patrimoine et de paysage donne une portée juridique à la protection en soumettant toute modification ou démolition à une déclaration préalable.

L'utilisation de prescriptions architecturales détaillées à caractère réglementaire ainsi que l'utilisation de l'article L123-1-5 7° devraient permettre également la préservation d'éléments architecturaux et urbains remarquables (anciennes fermes, musée agricole...).

Le respect du caractère architectural et urbain du centre ancien pourra être envisagé par l'instauration de règles sur l'aspect des toitures et des façades.

L'instauration du permis de démolir peut permettre également la préservation de certains édifices avant toute destruction préjudiciable, totale ou partielle.

Dans le cadre des études relatives à l'élaboration ou à la révision du PLU, une étude particulière relative à la prise en compte du paysage et du patrimoine bâti devra être menée. L'espace non bâti fera également l'objet d'une réflexion où ce dernier sera pensé non pas comme un résiduel de l'urbanisation mais comme un élément de qualité du cadre de vie et un facteur d'équilibre écologique. La réflexion portera également sur la présence d'espaces tampon entre urbanisation et espace naturel.

Les monuments historiques :

La commune ne dispose pas d'une protection au titre du code du patrimoine, ou au titre des sites.

Les sites archéologiques :

En application du titre III de la loi du 27 septembre 1941 réglementant les découvertes fortuites, toute découverte archéologique de quelque nature qu'elle soit, doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie (DRAC - Tél 03 81 25 54 07) soit directement, soit par

l'intermédiaire du maire.

Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant l'examen par un archéologue habilité. Tout contrevenant serait passible des peines prévues au Code pénal, en application de la loi n°80-832 du 15 juillet 1980 modifiée.

Cette mention figurera au rapport de présentation du PLU.

Il conviendra de mentionner également les rappels législatifs et réglementaires suivants :

- code du Patrimoine et notamment son Livre V,
- loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n° 2002-89 du 16 janvier 2000;
- loi modificative n° 2003-707 du 1er août 2003 et son décret d'application n° 2004-490 du 3 juin 2004;
- loi n° 2004-804 du 9 août 2004 (article 17).

Conformément à l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, la saisine du préfet de Région, par la personne projetant des travaux ou l'autorité administrative chargée de l'instruction du projet, est obligatoire pour les opérations suivantes, quel que soit leur emplacement :

- Les zones d'aménagement concerté (ZAC) créées conformément à l'article L311-1 du code de l'urbanisme et affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;
- Les opérations de lotissements régies par les articles R421-19 et suivants du code de l'urbanisme et affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;
- Les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R421-17 du Code de l'urbanisme ;
- Les aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autorisation administrative qui doivent être précédés d'une étude d'impact (au titre de l'article L122-1 du Code de l'environnement);
- Les travaux sur les immeubles classés au titre des Monuments Historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L621-9 du code du Patrimoine.

Les autres projets (permis de construire, de démolir ou autorisations d'installations ou de travaux divers, permis d'aménager ou ZAC) donneront lieu à une saisine du préfet de Région lorsqu'ils sont réalisés dans des zones géographiques et portent, le cas échéant, sur des emprises au sol supérieures en application des décrets de 2002 et 2004 et tel que défini par un arrêté de zonage transmis aux maires.

La direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ne recense à ce jour aucun site archéologique sur la commune de Botans.

Informations sur la redevance d'archéologie préventive :

« il est institué une redevance d'archéologie préventive due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- *sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme;*
- *ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement;*
- *ou, dans les cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées en Conseil d'État »* (code du Patrimoine livre 5, chapitre 4).

La prévention des risques, des nuisances et des pollutions

En application des articles L110 et L121-1 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme doit déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

En définissant les occupations des sols, le PLU constitue un maillon important en terme de prévention et de protection des populations notamment par une action préventive consistant à éviter l'implantation de constructions et d'activités dans des zones à risque.

Le risque inondation :

En application des articles L126-1 et R126-1 du code de l'urbanisme et de l'article L562-4 du code de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) constitue une servitude d'utilité publique directement opposable aux autorisations d'occupation du sol, qui doit être annexée au PLU.

De plus, les différentes zones du PPRI doivent être retranscrites sur le plan de zonage (R123-11 b du code de l'urbanisme), et le règlement des zones concernées doit renvoyer au PPRI.

La commune est concernée par le plan de prévention des risques d'inondations (PPRI) du bassin de la Savoureuse, approuvé par arrêté préfectoral n°1602 du 14 septembre 1999. Les orientations d'urbanisme du PLU doivent être cohérentes avec cette servitude.

Le territoire de la commune est également concerné par l'atlas des zones inondables du bassin de la Douce réalisé en 2002.

Vous trouverez en annexe n° 7 une carte reprenant le zonage du PPRI et de l'Atlas des zones inondables.

Il faut noter que le PPRI du bassin de la Savoureuse doit être révisé.

Les études hydrauliques et hydrologiques correspondantes sont en cours et l'approbation du nouveau PPRI est envisagée pour 2013-2014. Dans ce cadre, les dispositions réglementaires seront réexaminées notamment pour mieux protéger les zones naturelles d'expansion de crues (secteurs inondables non urbanisés) afin de ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval.

Conformément aux articles L111-1-1 et L123-1-9 du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux).

Le SDAGE Rhône-Méditerranée s'est fixé comme orientation fondamentale n°8 de "gérer les risques inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau".

Cette orientation n°8 prévoit de :

- préserver les zones d'expansion de crues, voire d'en recréer
- limiter le ruissellement des eaux à la source
- éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant l'urbanisation en dehors des zones à risque

A cet égard, ainsi qu'en application des articles L110 et L121-1 du code de l'urbanisme, les zones naturelles agricoles situées en zone d'expansion des crues du PPRI et en zone inondable de l'Atlas du bassin de la Douce, devront être classées en zone N du PLU.

- Zone NC :
 - le long de la Douce au nord de la commune,
 - entre l'A36 et le canal au sud de la commune,
 - zone de la Varanne à l'est de la commune

Enfin, il est à signaler que la commune a fait l'objet d'un classement catastrophe naturelle pour l'événement suivant :

Aléa	Début catastrophe naturelle	Fin catastrophe naturelle	Date arrêté	Date publication au JO
Inondation : par une crue (débordement de cours d'eau), par ruissellement et coulée de boue. Mouvement de terrain.	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Le rapport de présentation doit rappeler cet événement et ses conséquences afin d'en tirer les enseignements utiles pour la définition du projet d'aménagement de la commune.

Les canalisations de transport de matières dangereuses :

En raison des risques potentiels qu'elles représentent, les canalisations de transport de matières dangereuses donnent lieu à des études de sécurité.

Trois niveaux de danger pour la vie humaine sont ainsi définis conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 :

- zone des dangers significatifs avec effets irréversibles
- zone des dangers graves avec premiers effets létaux
- zone des dangers très graves avec effets létaux significatifs

En application de la circulaire interministérielle du 4 août 2006 relative au porter à connaissance en matière de canalisations de transport de matières dangereuses, j'attire votre attention sur la nécessaire maîtrise de l'urbanisation dans ces zones en prenant en compte, a minima, les dispositions suivantes :

- dans l'ensemble de la zone des dangers significatifs pour la vie humaine, il convient d'informer l'exploitant de la canalisation des projets le plus en amont possible afin qu'il puisse mettre en œuvre des dispositions compensatoires éventuellement nécessaires visant à limiter les risques ;
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1ère à la 3ème catégorie ;
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Ces informations ont fait l'objet d'un courrier de M. le préfet du 21 avril 2009 relatif aux canalisations de transport de matières dangereuses.

Le territoire de la commune de Botans est traversé par un oléoduc appartenant à l'État et exploité par la société TRAPIL ; cet ouvrage bénéficie de la servitude d'utilité publique I1bis (voir tableau en annexe n°15 et plan des servitudes).

Les zones de danger concernant cet ouvrage sont les suivantes :

- 184 m pour la zone des effets irréversibles
- 144 m pour la zone des premiers effets létaux
- 113 m pour la zone des effets létaux significatifs

Le développement de l'urbanisation devra prendre en compte ces distances notamment pour les projets de construction d'établissements recevant du public, d'installations nucléaires de base, d'immeubles de grande hauteur, de lotissements, de zones artisanales ou industrielles.

La société TRAPIL indique que l'oléoduc étant un ouvrage déclaré d'utilité publique susceptible de recevoir à tout moment des modifications ou des extensions, il importe que le règlement du PLU autorise "les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune" sur toutes les zones traversées par l'oléoduc.

Botans est également traversée par 3 canalisations de transport de gaz haute pression :

- Andelnans -Belfort, Ø 150 mm, PMS 67,7 bar
- Andelnans-Bavilliers, doublement, Ø 200 mm, PMS 67,7 bar
- Morelmaison-Oltingue, Ø 900 mm, Artère des Marches du Nord-Est, PMS 85 bar (voir tableau et plan des servitudes en annexe n°14)

Les zones de dangers concernant la canalisation de Ø 900 sont de :

- 570m pour la zone des effets irréversibles
- 470 m pour la zone des premiers effets létaux
- 360 m pour la zone des effets létaux significatifs

Les zones de dangers concernant la canalisation de Ø 200 sont de :

- 70 m pour la zone des effets irréversibles
- 55 m pour la zone des premiers effets létaux
- 35 m pour la zone des effets létaux significatifs

Les zones de dangers concernant la canalisation de Ø 150 sont de :

- 45 m pour les effets irréversibles
- 30 m pour la zone des premiers effets létaux
- 20 m pour la zone des effets létaux significatifs

Contraintes d'urbanisation

L'arrêté du 4 août 2006, portant règlement de sécurité pour les canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques classe les emplacements où sont situés les canalisations en trois catégories A, B et C par ordre d'urbanisation croissante. Pour chacune de ces catégories, la densité d'occupation et l'occupation totale autour des canalisations sont limitée comme suit :

Pour les canalisations de gaz combustible PMS 67,7 bar :Andelnans-Belfort DN 150 et Andelnans-Bavilliers Doublement DN 200

- en catégorie B : dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des Effets Létaux Significatifs soit 20 m pour la DN 150 et 35 m pour la DN 200, le nombre de logements ou de locaux correspond à une densité d'occupation inférieure à 80 personnes par hectare et à une occupation totale inférieure à 300 personnes.
- en catégorie C : dans un cercle centré sur les canalisations et de rayon égal à la distance des Effets Létaux Significatifs soit 20 m pour la DN 150 et 35 m pour la DN 200, ni la densité d'occupation ni l'occupation totale ne sont limitées.

Pour la canalisation de gaz combustible Morelmaison-Oltingue DN 900 PMS 85 bar en catégorie C :

- dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des Effets Létaux Significatifs soit 360 ni la densité d'occupation ni l'occupation totale ne sont limitées.

Au sens de l'article 7 de l'arrêté du 4 août 2006, un logement est considéré comme occupé par 2,5 personnes en moyenne.

Des cartes localisant ces canalisations et indiquant leur catégorie sont jointes en annexe 8.

Le plan de zonage fera apparaître les secteurs concernés par les prescriptions pour les ERP et les IGH en zones urbaines et en zones à urbaniser (article R 123-11b du code de l'urbanisme) et le règlement devra reprendre ces prescriptions.

Le PLU devra déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention de ces risques technologiques (article L 121-1-3° du code de l'urbanisme) au vu des éléments ci-dessus.

Cette approche devra être plus particulièrement menée dans les zones urbaines et à urbaniser du POS actuel concernées.

Il convient d'éviter d'augmenter l'urbanisation dans les secteurs de danger.

Toutefois, il pourra être utile de contacter les gestionnaires de réseaux (voir cordonnées dans le tableau des servitudes) afin de savoir si des mesures de protections particulières ont été mises en place sur les canalisations et donc si une réduction des périmètres de danger existe.

Par ailleurs, si l'urbanisation de secteurs proche des canalisations ne peut être évitée, il convient de se mettre en relation avec les gestionnaires de réseaux afin de connaître les mesures compensatoires possibles.

GRTgaz rappelle que tout projet situé dans la zone d'implantation des ouvrages de transport de gaz naturel définie sur le plan déposé en mairie doit faire l'objet d'une demande de renseignements de la part du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Le risque incendie :

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Territoire de Belfort signale que lors du dernier contrôle des points d'eau réalisé en 2010 par la Communauté d'Agglomération Belfortaine, l'ensemble des poteaux d'incendie de la commune, soit 13 poteaux publics présentaient les caractéristiques prévues par la norme (débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar).

J'attire en outre votre attention sur le fait que toute nouvelle extension de la commune doit posséder une défense incendie :

- Les lotissements et maisons individuelles doivent être défendus par un poteau d'incendie situé à 200 mètres maximum de la construction la plus éloignée, et ayant un débit de 60 m³/h pendant 2 heures sous une pression de 1 bar ou un volume de 120 m³.
- Les bâtiments industriels, qu'ils soient situés ou non en ZI, ZAC, doivent être défendus par au moins un poteau d'incendie normalisé implanté à moins de 100 m et alimenté par un réseau d'eau sous pression. En fonction de la surface de la construction et du risque généré, un débit supérieur (ou un volume d'eau complémentaire) peut être exigé.

Les projets définis ci-dessus (lotissements, construction, extension, aménagement d'établissements industriels, agricoles, Établissement recevant du public (ERP),...) devront faire l'objet de la part du SDIS d'une étude spécifique de la défense incendie ; le cas échéant l'aménagement d'un dispositif de protection complémentaire pourra être demandé.

À cet égard, il convient de rappeler que toute construction nouvelle autorisée dans un secteur dépourvu de défense incendie engagerait en cas de sinistre la responsabilité du maire de la commune, au titre de l'article L 2225-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le risque sismique :

La commune se situe en zone de sismicité 3 (modérée).

Ce classement, est issu des décrets n°2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010.

Cette information devra être rappelée dans le rapport de présentation du PLU et les dispositions générales du règlement dans un souci d'information et de prise en compte lors de la conception de constructions.

Le retrait-gonflement des argiles :

L'inventaire national du retrait-gonflement des argiles (consultable à l'adresse suivante : www.argiles.fr) fait état de l'existence de sols argileux sur le territoire de la commune. Ces sols argileux gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse et ces variations sont susceptibles de provoquer des désordres importants et coûteux sur les constructions.

Le classement se fait selon 4 niveaux d'aléas (a priori nul, faible, moyen et fort).

L'inventaire susvisé a permis d'identifier sur la commune des zones d'aléa faible, moyen et a priori nul (voir annexe n° 9).

Cette information devra être rappelée dans le rapport de présentation du PLU et les dispositions générales du règlement dans un souci d'information et de prise en compte lors de la conception de constructions.

Les installations industrielles classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

Vous trouverez sur la liste jointe en annexe 10 les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et à déclarations présentes sur la commune.

A ce jour, aucun de ces établissements ne nécessite de prévoir la mise en place de servitudes d'utilité publique ou de projet d'intérêt général.

Les nuisances sonores :

La lutte contre le bruit a pour objet de "*prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement*". art L571-1 code de l'environnement

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure qui requiert une attention particulière dans l'élaboration des plans locaux d'urbanisme.

Le PLU constitue un outil de prévention en permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques afin de prévenir les impacts sur la santé.

Les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres constitue un dispositif réglementaire préventif. Dans les secteurs déterminés, les futurs bâtiments devront présenter une isolation acoustique renforcée.

Un arrêté du préfet du Territoire de Belfort du 8 octobre 2010 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département vous a été notifié le 08 novembre 2010. Ce dernier est consultable à la direction départementale des territoires - place de la Révolution française à Belfort et sur son site internet.

Le classement sonore des infrastructures traversant ou impactant Botans est le suivant :

- A 36, catégorie 1, largeur du secteur affecté par le bruit de part et d'autre de la voie : 300 m,
 - RN 1019, catégorie 2, largeur du secteur affecté par le bruit de part et d'autre de la voie : 250 m,
 - RD 19, catégorie 2, largeur du secteur affecté par le bruit de part et d'autre de la voie : 250 m,
 - RD 19, catégorie 3, largeur du secteur affecté par le bruit de part et d'autre de la voie : 100 m,
- Vous trouverez en annexe 11 une carte reprenant ce classement sonore.

Conformément aux articles R123-13 (13°) et R123-14 (5°) du Code de l'urbanisme, les informations relatives au classement sonore doivent être reportées dans les annexes informatives du PLU sur un document graphique et la référence des arrêtés préfectoraux de classement sonore (ainsi que les lieux où ils peuvent être consultés), de même que les prescriptions d'isolation acoustique édictées dans les secteurs affectés par le bruit, doivent être également indiqués dans les annexes informatives. Il est également souhaitable de rappeler ces dispositions dans le rapport de présentation.

Ainsi, dans les secteurs affectés par le bruit, les nouvelles constructions d'habitations, d'établissements de santé ou d'enseignement ainsi que les hôtels doivent présenter une isolation acoustique renforcée en application du Code de la Construction.

Le PADD pourra, par ailleurs, prévoir des orientations d'urbanisme et d'aménagement visant à prévenir ou réduire les nuisances dues à ces grandes infrastructures dans les secteurs affectés par le bruit, en complément des règles d'isolation acoustique.

De plus, dans le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation, l'attention devra se porter sur les règles applicables dans les secteurs affectés par le bruit concernés, pour les constructions et les opérations d'aménagement les plus sensibles telles que les habitations, les lotissements, les opérations d'aménagement d'espaces publics notamment.

Les cartes stratégiques du bruit de l'autoroute A 36 ont été réalisées par la société concessionnaire APRR, approuvées par arrêté préfectoral n°2008-0613-0865 du 13 juin 2008 et publiées sur le site internet de la DDT du Territoire de Belfort. La cartographie du bruit permet une représentation des niveaux de bruit aux abords de l'infrastructure mais également de dénombrer la population exposée et d'élaborer des plans d'actions appelés plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).

Le plan de prévention du bruit dans l'environnement relatif à l'autoroute A 36 a été approuvé par arrêté préfectoral n°2011-021-0002 du 21 janvier 2011 et publié sur le site internet de la DDT du Territoire de Belfort. Il s'agit d'un plan d'action réalisé avec consultation du public. Ce document n'est pas opposable mais constitue un document d'orientation dont l'objectif est la réduction des niveaux de bruit aux abords de l'infrastructure.

Les périmètres de réciprocité vis à vis des exploitations agricoles :

Les installations agricoles et leurs annexes doivent respecter des distances d'éloignement vis à vis des immeubles voisins lors de leur implantation ou de leur extension. Ces distances varient suivant la catégorie de l'exploitation (ICPE, RSD), et la destination du bâtiment.

Par ailleurs, et par application du principe de réciprocité énoncé à l'article L111-3 du Code rural et de la pêche maritime, la même exigence d'éloignement est imposée à toute nouvelle construction vis à vis des bâtiments agricoles.

À Botans, le service de la protection animale de la Direction départementale de la cohésion sociale

et de la protection des populations (DDCSPP) recense 2 sites d'exploitation autour desquels une distance d'éloignement de 50 m est susceptible de s'appliquer dans le cadre du Règlement Sanitaire Départemental :

- Billod Alain – 1 rue des Corbais
- Billod René – 21 grande rue

Une exploitation déclarée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement avec distance d'éloignement de 100m est également recensée sur la commune :

- GAEC Courtot-Demarche – 4, rue des Sources.

La carte des distances "RSD / ICPE" montre que le développement du village vers l'Ouest est limité par le périmètre de réciprocité de 100 m imposé par l'exploitation relevant du régime des ICPE. De la même façon, un bâtiment d'exploitation relevant du RSD (distance de 50 m) impose une limite sur le Nord de la commune. Ces deux exploitations ayant fait la démarche de s'éloigner du centre du village, il conviendrait que le village ne s'étende pas trop dans leur direction.

Le diagnostic de la commune devra affiner et compléter les informations ci-dessus. Le rapport de présentation devra localiser ces élevages ce qui permettra d'identifier les éventuelles contraintes futures de voisinage.

Enfin, des éleveurs équins et/ ou centres équestres peuvent être présents sur la commune et être soumis aux dispositions sanitaires précitées. Il conviendra dans ce cas de les identifier et de représenter leurs bâtiments et les périmètres de réciprocités induits dans le dossier de PLU.

La qualité de l'air :

Conformément à l'article L220-1 du Code de l'environnement « *L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en oeuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.* ».

A ce titre tous les documents d'urbanisme doivent concourir à maîtriser les besoins de déplacement et prévenir les pollutions et nuisances (article L 121-1 du code de l'urbanisme).

Dans cette optique, le PLU peut notamment conseiller la diversification des plantations dans le cadre d'un cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens (particulièrement de cupressacées : cyprès, thuyas ...).

Les déchets :

«*Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.*» (extrait de l'article L 541-2 du Code de l'environnement).

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le Code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliqués sur les différentes parties du territoire. Ces plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers ; ils concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration ...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur.

L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été révisé par arrêté

préfectoral du 5 juillet 2002.

Ainsi le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

"L'inventaire et diagnostic simplifié des décharges brutes du Territoire de Belfort", réalisé en 2000 par le Conseil Général et l'ADEME, recense deux sites d'anciennes décharges sur la commune. (annexe 12)

Pour l'une d'entre elles (Décharge BOT-2), le risque global retenu est de niveau faible.

Par contre, pour le second site (Décharge BOT-1) le risque global retenu est fort compte tenu d'un fort risque pour les eaux souterraines et les eaux de surface. Ce site est une ancienne carrière, il est classé en catégorie B : site à risque potentiel fort ou pour lequel il subsiste des incertitudes. Un doute sur la présence de déchets toxiques a été émis. Par conséquent une étude de diagnostic complémentaire a été préconisée avant d'éventuels travaux si un impact positif était décelé, en vue de la réhabilitation du site et de sa conversion possible en stockage de déchets inertes.

Le rapport de présentation du PLU devra mentionner les conditions de fermeture de ces sites et les mesures de protection réalisées suite à l'étude de l'ADEME, l'état actuel et l'usage prévu des sites.

Le document d'urbanisme doit conserver la mémoire de ces sites. En effet, les conditions générales de résorption des anciennes décharges communales ne sont pas toujours optimales pour la protection de l'environnement, et il est utile que les informations concernant les sites et leur réhabilitation soient retracées par le document d'urbanisme.

Le PLU devra par ailleurs avoir pour objectif d'éviter que des aménagements incompatibles avec la présence de déchets sous-jacents ne soient réalisés.

La politique énergétique

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 « loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique » (loi POPE) modifie le code de l'urbanisme ; ce dispositif est renforcé par la loi ENE du 12 juillet 2010 :

- ainsi l'article L 128-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité suivante :
« Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit et à la densité d'occupation des sols résultant du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut être autorisé, par décision du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, dans la limite de 30 % et dans le respect des autres règles établies par le document, pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération. »
- l'article L 123-1-5 14° précise que le PLU peut « imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit. »

Le financement des équipements publics

Généralités

Par principe, le financement des équipements publics est assuré par les collectivités territoriales grâce à la perception des impôts locaux. Cependant, ces dépenses ne peuvent plus être prises en charge par leur seul budget général.

La fiscalité de l'urbanisme appliquée aux autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, déclarations préalables...) permet d'assurer le financement des équipements publics (voiries, réseaux, infrastructures et superstructures...) nécessités par le développement urbain.

Après une période de concertation de plus de deux ans avec les représentants des collectivités territoriales et des professionnels de l'aménagement et de la construction, la réforme de la fiscalité de l'aménagement a été adoptée dans le cadre de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, parue au JO du 30 décembre 2010.

Le dispositif est composé de deux taxes qui se complètent :

- la taxe d'aménagement qui porte les objectifs de simplification et de rendement en permettant le financement des équipements publics nécessités par l'urbanisation ;
- le versement pour sous-densité qui porte l'objectif de lutte contre l'étalement urbain et incite à une utilisation économe de l'espace.

Il entrera en vigueur le 1er mars 2012. Les collectivités territoriales doivent prendre les délibérations nécessaires à la mise en œuvre du dispositif avant le 30 novembre pour l'année suivante.

Les enjeux de ce dispositif sont :

- améliorer la compréhension et la lisibilité du régime ;
- simplifier en réduisant le nombre d'outils de financement ;
- promouvoir un usage économe des sols et contribuer à la lutte contre l'étalement urbain ;
- inciter à la création de logements.

L'ensemble des mesures proposées a été conçu pour donner **une très grande marge de manœuvres aux collectivités territoriales** et pour pouvoir être utilisé de manière différenciée sur l'ensemble du territoire en s'adaptant à la taille, aux caractéristiques et aux politiques d'aménagement propres à chaque collectivité.

La fiscalité de l'aménagement est rassemblée dans un seul chapitre du code de l'urbanisme en lieu et place d'articles épars figurant essentiellement dans le code général des impôts ou dans le code de l'urbanisme.

La taxe d'aménagement

Elle se substitue à la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale des espaces naturels et sensibles (TDENS), la taxe départementale pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE), la taxe spéciale d'équipement du département de la Savoie, la taxe complémentaire à la TLE en région d'Ile-de-France et au programme d'aménagement d'ensemble (PAE).

La taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un PLU ou d'un POS et les communautés urbaines, par délibération dans les autres communes.

La taxe d'aménagement est instituée, pour la part départementale, par délibération du conseil général. Elle finance les politiques de protection des espaces naturels sensibles et le fonctionnement des CAUE, en remplacement de la TDENS et de la TD/CAUE. Elle s'applique dans toutes les communes du département.

Entrée en vigueur :

Du 1er mars 2012 au 31 décembre 2014 :

instauration de la taxe d'aménagement et suppression optionnelle des participations;

à compter du 1er janvier 2015 :

suppression obligatoire des participations d'urbanisme à l'exception :

- des participations en ZAC ;
- des conventions « projet urbain partenarial » (PUP) ;
- de la participation pour équipements publics exceptionnels.

Champ d'application :

La taxe d'aménagement est établie sur la construction, la reconstruction, l'agrandissement des bâtiments et aménagements de toute nature nécessitant une autorisation d'urbanisme.

Un certain nombre d'exonérations est prévu.

Taux d'imposition :

Pour la part communale ou intercommunale, la fourchette des taux est fixée entre 1 % et 5 %, comme pour la TLE.

Le dispositif prévoit que les communes ou EPCI pourront pratiquer, s'ils le souhaitent, des taux différents par secteurs de leur territoire pour tenir compte du coût réel de l'urbanisation dans chaque secteur.

Dans un but de simplification des outils mis à disposition des collectivités, il est également prévu que le taux pourra être supérieur à 5 % et porté jusqu'à 20 % dans certains secteurs.

La délibération fixant ce taux devra être motivée et nécessitée par la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux.

Dans ce cas, les participations ne seront plus applicables dans les secteurs considérés : participation pour raccordement à l'égout (PRE), participation destinée à la réalisation de parcs publics de stationnement (PNRAS), participation pour voirie et réseaux (PVR), versement pour dépassement du plafond légal de densité (VDPLD).

La carte fiscale est constituée d'un document graphique qui figure à titre d'information dans une annexe au PLU ou au POS.

Les communes ou EPCI disposeront donc d'une **période intermédiaire** pour mettre en place les nouveaux outils et auront le choix entre l'utilisation du régime actuel des participations ou l'application du taux majoré de la taxe d'aménagement dès le 1er mars 2012. **Les taxes et participations précitées sont définitivement abrogées à compter du 1er janvier 2015.**

Pour la part départementale, le taux de la taxe d'aménagement ne pourra excéder **2,5 %** pour financer les espaces naturels sensibles et le fonctionnement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

Le versement pour sous-densité (VSD)

Réservé aux zones U et AU des PLU ou des POS, le versement pour sous-densité (VSD) est un outil destiné à permettre une utilisation plus économe de l'espace et à lutter contre l'étalement urbain.

Le versement pour dépassement du plafond légal de densité prévu par l'article L112-2 est supprimé de plein droit en cas d'institution du versement pour sous-densité.

Ce dispositif permet aux communes et EPCI compétents en matière de PLU qui le souhaitent, d'instaurer un **seuil minimal de densité par secteur (SMD)**.

En deçà de ce seuil, les constructeurs devront s'acquitter d'un versement égal au produit de la moitié de la valeur du terrain par le rapport entre la surface manquante pour que la construction atteigne le seuil minimal de densité et la surface de la construction résultant de l'application de seuil.

L'élaboration du PLU doit être l'occasion de mener une réflexion sur les taxes à mettre en place sur la commune et leur modulation.

La mise en place de Zones d'aménagement concerté (ZAC) et de conventions projet urbain partenarial (PUP) peut également être envisagé.

Les servitudes d'utilité publique

L'article L126-1 du Code de l'urbanisme énonce que les plans locaux d'urbanisme (PLU) doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Lors de l'établissement du plan local d'urbanisme, il convient de connaître les servitudes en vigueur sur le territoire de la commune afin que ce dernier ne fixe pas de dispositions contradictoires avec les restrictions des dites servitudes.

La mise à jour du plan local d'urbanisme est réalisée par arrêté du maire, chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes (servitudes et autres), conformément à l'article R. 123-22 du code de l'urbanisme.

Régime forestier

► Concernant la servitude relative au régime forestier, l'Office national des forêts (ONF) précise que la forêt communale de Botans relève du régime forestier (article L111-1 du Code Forestier) et est donc gérée par l'ONF. En application de l'article L143-1 du Code Forestier, les règles de gestion sont précisées dans le document d'aménagement forestier (document consultable en mairie). Celui-ci a été approuvé par arrêté ministériel du 17 février 1996 et a été établi pour la période 1996-2010. Il est actuellement en cours de révision.

Vous trouverez en annexe 13 un plan des forêts relevant du régime forestier.

L'ONF rappelle par ailleurs :

- que toute occupation du sol forestier relevant du régime forestier doit lui être soumise pour avis préalable (L 143-2 du Code forestier)
- Il est recommandé de prévoir une zone inconstructible d'au moins trente mètres de large en lisières de forêt, pour éviter les risques de chutes accidentelles d'arbres ou de branches. Ceci est particulièrement vrai en limite de la parcelle n° 7.
- l'arrière des terrains des constructions jouxtant la forêt devra être clos pour éviter les risques lors de l'exploitation forestière et limiter les accès à la forêt,
- L'élaboration du PLU est également l'occasion de réfléchir à la desserte forestière et donc à l'accès aux massifs forestiers. A ce titre, il convient aussi souvent que possible de mutualiser les voiries agricoles et forestières.

Transport et distribution de gaz

► En lien avec la servitude relative aux canalisations de distribution et de transport de gaz (I3), GRTgaz rappelle les prescriptions suivantes :

Des mesures conservatoires devront être prises en cas de création de chemins de roulement au croisement avec les canalisations. En fonction de la charge résiduelle future au dessus de celle-ci, une protection devra être effectuée par des dalles en béton ou par des caniveaux. Elle devra être capable de supporter les surcharges prévisibles. Les notes de calcul devront être soumises à l'agrément de GRTgaz.

Les parkings ou stockages de matériaux au dessus des gazoducs et à l'intérieur des bandes de servitude sont à proscrire.

Lors de la pose d'autres canalisations ou de câbles à proximité, GRTgaz demande que les cotes minimales entre les génératrices les plus voisines soient conformes à ses recommandations. La charge financière résultant de ces travaux sera entièrement supportée par l'aménageur.

Transport et distribution d'électricité

► En lien avec la servitude relative au transport distribution d'énergie électrique (I4B), Electricité réseau distribution France (ERDF) demande à ce que le règlement du PLU autorise dans toutes les zones du PLU, la construction de postes de distribution de hauteur inférieure à 3 mètres, sans distance de recul minimum par rapport aux voies et emprises publiques ainsi qu'aux limites séparatives.

► En lien avec la servitude de transport d'énergie électrique (I4A), Réseau de transport d'électricité (RTE) demande de préciser dans le règlement du PLU au chapitre des dispositions générales et dans chaque zone impactée :

– par des lignes HTB, que RTE a la possibilité de modifier ses ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques et que les règles de prospect, d'implantation et de hauteur des constructions ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité HTB faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et écrits des servitudes d'utilité publique.

– par un poste de transformation, que sont autorisés des aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements et de mise en conformité des clôtures de poste.

–

Les servitudes d'utilité publique d'ouvrages de transport ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé. Dans le cas de l'existence d'une ligne, la zone boisée traversée fera l'objet d'un déclassement. Les largeurs de tranchée peuvent être traitées au cas par cas.

La commune de Botans est traversée par la ligne 63 kV Argiésans – Sévenans.

L'ensemble des servitudes applicables sur le territoire de la commune est rassemblé dans la liste des servitudes et le document graphique joints en annexe 14 qui doivent figurer en annexe de votre PLU (article R 124-14 (1°) du Code de l'urbanisme), ces deux éléments étant complémentaires et indissociables.

Informations complémentaires

Ouvrages militaires

Le commandement de la région Terre Nord-Est recense un immeuble militaire situé en partie sur le territoire de Botans. Il s'agit de la route d'accès batteries Botans, Dorans, Bois d'Oye.

Les services de l'Armée de Terre considère comme pertinent, le classement actuel de cet immeuble en zone NC du POS.

Implantation d'éoliennes

A toutes fins utiles, vous trouverez en annexe 14, la carte de synthèse régionale d'implantation des éoliennes.

La présence d'au moins une contrainte "absolue" dans le secteur de Botans, rend toute implantation très déconseillée.

Barrages, digues

La DDT réalise actuellement un recensement des barrages et digues existants dans le département. Un courrier vous a informé de cette démarche en 2010.

Les-dits ouvrages seront ensuite classés suivant des critères géométriques, la présence d'habitations en aval peut conduire à un surclassement de l'ouvrage ce qui induit à des mesures d'entretien, de surveillance et de protection renforcées.

Ainsi, si le PLU conduit à prévoir des zones U ou AU en amont de tels ouvrages, ces derniers pourront être surclassés.

Participation aux réunions de travail sur le PLU

Les services et sociétés suivants m'ont fait part de leur souhait de participer aux réunions de travail au cours desquelles les questions relatives à leur domaine de compétence seraient débattues :

- L'ONF souhaite que ses services soient associés aux réunions pouvant concerner la forêt ou ses abords.

Les personnes à contacter sont M. Jean-Louis SALOMON (1 Impasse Chauffour – 90700 CHATENOIS-LES-FORGES - 03 84 29 47 76 – jean-louis.salomon@onf.fr) et M. Claude LAUCHER (UT de Belfort) 1 Impasse de l'Aubépine – 90160 BESSONCOURT - 03 84 29 10 42 – claude.laucher@onf.fr)

- RTE souhaite être associée aux étapes de l'élaboration du PLU :

RTE / TEE / GIMR / PSC
8, rue de Versigny
TSA 30007
54608 VILLERS les NANCY Cedex

- Les services de l'ARS souhaitent être associés à la procédure d'élaboration du PLU de la commune.
-

Les organismes suivants m'ont fait part de leur souhait d'être destinataire du projet de PLU arrêté :

- France Télécom
UPR NE / Pôle réglementation et foncier
26, avenue de Stalingrad
BP 88007
21080 DIJON cedex 9
tél : 03.90.31.08.03
- Réseau de transport d'électricité (RTE)
- Les services de l'Armée de Terre :
Commandement de la région Terre Nord-Est
Division Métiers du soutien
1, boulevard Clemenceau
CS 30001
57044 METZ Cedex 1
tél : 03.87.15.32.36, fax : 03.87.15.31.02

Les études disponibles concernant la commune

- Atlas de la valeur des terres agricoles du Territoire de Belfort
www.territoire-de-belfort.equipement-agriculture.gouv.fr/, rubrique : SIG-Atlas, thème : agriculture
- Atlas des paysages de Franche-Comté
- Profil environnemental régional :
www.Franche-Comte.ecologie.gouv.fr rubrique "dossiers de référence"
La DIREN Franche-Comté a réalisé en 2006 un profil environnemental présentant un diagnostic synthétique de la situation à l'échelle régionale. Ce profil environnemental restitue de façon nuancée les forces et faiblesses de l'environnement franc-comtois.
- Trame Verte et Bleue du Territoire de Belfort - étude SCOT en cours ;
- Contrat de mobilité durable du Territoire de Belfort – Syndicat Mixte des Transports en Commun,
- Schéma départemental des pistes cyclables – Conseil Général,
- Enquêtes ménages et déplacements 1982, 1992 et 2005 - syndicat mixte des transports en commun
- Inventaire nationale du retrait-gonflement des argiles www.argiles.fr

Les pièces jointes

- Annexe 1 : plan général des travaux mise à 2x2 voies RN19 et échangeur A36
- Annexe 2 : données agricoles 2011
- Annexe 3 : cartes de la valeur des terres agricoles
- Annexe 4 : carte DREAL des zones humides
- Annexe 5 : carte régionale des sites Natura 2000
- Annexe 6 : carte relative à l'application de l'article L111-1-4 : "Entrée de ville"
- Annexe 7 : carte des zones inondables
- Annexe 8 : carte des périmètres effets irréversibles liés au « risques canalisations »
- Annexe 9 : carte de retrait gonflement des argiles
- Annexe 10 : liste des ICPE présentes sur la commune
- Annexe 11 : classement sonore des voies
- Annexe 12 : carte de localisation des décharges
- Annexe 13 : carte de localisant des forêts relevant de l'ONF
- Annexe 14 : carte de synthèse de l'implantation d'éoliennes en Franche-Comté
- Annexe 15 : servitudes d'utilité publique (tableau et plan)

Pour tous renseignements, vous pouvez contacter :

direction départementale des territoires

Service Urbanisme – Cellule Urbanisme Planification

Place de la révolution française - BP 605

90020 BELFORT

tél : 03 84 58 86 00

mél.: ddt-90@territoire-de-belfort.gouv.fr